

Initiatives ministérielles

sud-asiatiques, dans l'ensemble, sont résolument engagés dans la voie de la décentralisation. C'est facile à comprendre. Ils recherchent l'indépendance.

Je suis allé à Tachkent en avion en juillet. Ce soir-là, j'ai assisté à un dîner offert par le président du Soviet suprême. La première chose qu'il nous a dite après nous avoir souhaité la bienvenue est: «Je tiens à ce que vous sachiez que notre objectif premier est l'indépendance et le deuxième, l'appartenance à la communauté européenne.» Quel bond prodigieux il avait fait dans le temps qu'il faut pour dire ces quelques mots! Ces mots avaient été choisis. Ils étaient l'introduction du discours. Ayant entendu cela de mes propres oreilles, je peux comprendre que de très graves problèmes les attendent, à moins qu'ils ne parviennent à leurs fins cahin-caha, sans avoir connu de situation explosive ni de guerre civile.

L'histoire nous enseigne cependant que cette région du globe est extrêmement explosive et qu'elle a plus souvent, voire exclusivement, eu recours aux armes et à la rébellion armée qu'à des procédés démocratiques jusqu'ici inexistantes dans cette région pour résoudre des crises. Nous ne saurions conjecturer pour le moment que ce sera la voie démocratique qui l'emportera, bien que nous espérons tous que ce sera le cas.

Dans ce contexte, il est extrêmement important que la CSCE commence à assumer des fonctions qui lui permettront de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, non seulement en Europe centrale—région qui est, depuis 40 ans au moins, le point de mire de notre attention et le théâtre de nos déploiements militaires—mais aussi en Europe de l'Est et en Union soviétique. La situation en Union soviétique fait planer une ombre extrêmement épaisse et inquiétante sur le tableau de la sécurité et de la stabilité en Europe. En effet, si la situation explosait et que les militaires décidaient de s'emparer du pouvoir afin de rétablir la sécurité et la stabilité ou si les communistes ultra-conservateurs décidaient de prendre le pouvoir et de se débarrasser de Gorbatchev, il n'y aurait alors qu'une voie possible. Incapables de poursuivre la libéralisation du régime, ils seraient obligés de retourner en arrière sur le plan politique pour un certain temps. Ils devraient rétablir l'ancien régime. Ils devraient revenir à l'autoritarisme, ce qui serait évidemment très dangereux pour la stabilité de l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Je sais que mon court temps de parole est écoulé. Je félicite le gouvernement de mettre cette motion à l'étude

aujourd'hui. Je me réjouis que le Canada poursuive sa participation à la croissance de la CSCE.

M. Bob Hicks (Scarborough—Est): Monsieur le Président, je suis content de pouvoir parler du processus global de la CSCE, processus qui nous intéresse tous, dans lequel nous mettons tous notre confiance et auquel nous donnons tous notre appui.

Dans une réflexion sur la sécurité et la coopération en Europe, les approches sont évidemment nombreuses.

Je voudrais insister sur l'importance de l'approche politique et la consécration des liens politiques pan-européens et de part et d'autre de l'Atlantique.

Ceux qui connaissent l'intérêt que je porte à l'Assemblée de l'Atlantique Nord auront déjà deviné que je vais recommander une participation plus intense de cette organisation à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, connue sous le sigle CSCE.

L'Assemblée de l'Atlantique Nord est le membre politique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ses membres sont des parlementaires de 16 pays de l'OTAN. L'OTAN, contrairement au Pacte de Varsovie, n'a pas été constituée seulement comme pacte militaire défensif, mais aussi comme organisme politique. Je dois ajouter que le Canada y est très actif et que lorsque nous assistons aux diverses réunions, les délégués canadiens jouissent d'une grande estime auprès de leurs collègues de l'OTAN.

Ce que nous avons toujours appelé les «vieux pays» se transforment aujourd'hui en un monde nouveau. Les Européens érigent une structure politique et économique intégrée qui était impensable il y a à peine dix ans. Les principes de l'Europe 1992, une monnaie commune sous le contrôle d'une banque centrale européenne, l'ouverture des frontières et une politique étrangère plus étroitement alignée sont les preuves tangibles que les jours de rivalité chauvine et souvent sanglante en Europe de l'Ouest sont révolus.

La coopération économique étroite va rendre la riche Europe encore plus riche. Le Canada dont le tiers du produit national brut dépend du commerce extérieur, ne peut feindre d'ignorer le marché européen immense et prospère, un marché de 320 millions de personnes dans la seule Communauté européenne.

Par ailleurs, les communautés d'Europe de l'Ouest voient s'élever le spectre du chaos économique dans l'Est, la perspective de déplacements massifs de réfugiés économiques et d'immigrants, et la possibilité que les